

# Face aux injustices, La réponse c'est une GAUCHE ANTICAPITALISTE !



Les 20 et 27 mars prochain, se dérouleront des élections cantonales. Dans plusieurs cantons de Bretagne (dont la Loire-Atlantique) les électeurs et électrices pourront porter leurs suffrages sur les candidats et candidates de la gauche radicale : ceux et celles de BREIZHISTANCE , du NPA ou de la société civile, qui pour ces élections, proposeront ensemble, une réelle alternative démocratique. Leur engagement et leurs propositions s'articuleront autour de trois thématiques fortes : être présent face aux besoins des habitants qui nous impose de rompre avec la logique libérale imposée par le capitalisme, lutter contre les atteintes à notre environnement, respecter et reconnaître la bretonnité du département et de ses habitants. Ceci en affirmant que les revendications démocratiques des dites minorités nationales et nos exigences écologiques sont indissociables des luttes sociales.

## Des candidatures s'inscrivant dans un contexte de lutte !

Ces élections auront lieu dans la continuité de la plus importante et populaire lutte sociale depuis 15 ans, celle due au refus de l'allongement du temps de cotisations, pour le droit à la retraite pleine et entière à 60 ans. Des millions de salarié(e)s, comme partout en Europe, ont manifesté pour refuser ce recul social dicté par le Patronat et le FMI. A cœur de cet affrontement les militants et candidats que nous soutenons ont été actifs et ont milité pour construire la grève reconductible de masse, seule à même d'ébranler le patronat et le gouvernement.

De ce point de vue, nous présentons des candidatures de résistance à la politique antisociale du gouvernement français et de l'UMP, qui appliquent mot pour mot le programme du MEDEF. Nous savons qu'après les retraites, Sarkozy s'attaquera encore à la sécurité sociale, aux droits d'indemnités pour les chômeurs, aux services publics de proximité, d'éducation, de santé et de transports. Nous voyons tous les jours les coups tombés sur les plus précaires d'entre nous, sur les demandeurs d'asile, mais aussi les syndicalistes et militants politiques poursuivis pour leurs activités.

Ces candidatures s'inscrivent aussi dans le soutien aux luttes des femmes pour leurs droits, alors que le gouvernement tente de mettre à mal certains acquis. Pour que l'on obtienne enfin une égalité réelle à tous les niveaux entre hommes et femmes.

Nos candidatures s'opposeront au Front National de Marine Le Pen, et à tous les candidats d'extrême-droite. Surfant sur la crise ils veulent rendre les immigrés responsables, alors qu'ils reprennent dans leur programme les revendications des capitalistes, seuls responsables de la misère et injustices sociales (Jean-Marie Le Pen défendait l'augmentation de l'âge de la retraite dans son programme présidentiel !).

Enfin, alors que 2010 a été l'année la plus chaude sur la planète depuis des siècles, nos candidatures lieront luttes sociales et luttes écologiques. Le capitalisme par sa recherche du profit broie non seulement les Hommes mais aussi notre planète ! Il n'y a pas de capitalisme vert comme voudrait nous le faire croire les néo-libéraux. L'équilibre écologique de la planète et de ses ressources ne peut être garanti que par la construction d'un système économique rompant radicalement avec la logique de

profit et d'exploitation du capitalisme.

## **Des candidatures pour changer le quotidien !**

Tout en continuant à défendre des mesures qui ne rentrent pas dans les compétences actuelles du conseil général (interdiction des licenciements, lutte contre la précarité en faisant du CDI la norme, Smic à 1500 euros net, création d'un service bancaire unique sous contrôle de la population, annulation de la dette, défense et développement des services publics,...), ces candidatures s'inscrivent dans un contexte local.

### **A] Des candidats au service des luttes actuelles et à venir !**

- Contre la construction de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, contre la répression des opposants et la présence des forces de l'ordre dans les communes environnantes.
- Soutien aux salariés licenciés et en lutte (Manitou, Hopital de Saint-Nazaire, Paprec...)
- Pour la défense des hôpitaux publics menacés et de leurs salariés.
- En opposition au nucléaire civil et militaire et à la ligne THT.
- Pour l'occupation des logements vacants et la réappropriation d'espaces collectifs au service des luttes et des mal logés (réquisition des logements vides, nouveaux locaux syndicaux...).
- En soutien aux migrants, aux sans papiers, aux demandeurs d'asile qui fuient la misère et la guerre des capitalistes et qui ici doivent éviter les contrôles de police tout en cherchant un toit.
- Pour le maintien d'une agriculture paysanne et contre les OGM qui s'implantent autour de nous malgré la défiance populaire, soutien aux militants inquiétés par la justice.
- Pour l'unité administrative de la Bretagne et contre la répression de ses militants

### **B] Nos propositions pour la Loire-Atlantique**

#### **1 – Solidarités, logement et santé publique**

- Nous affirmons notre refus de la casse des conventions collectives et du droit du travail par le recours à des contrats comme le Revenu Minimum d'activité (RMA) ou des dispositifs type Revenu de Solidarité active (RSA). Ce n'est pas le rôle des collectivités territoriales de compléter les revenus des salariés, mais c'est par l'action collective des travailleurs que nous gagnerons un revenu salarial décent pour toutes et tous.
- Nous devons offrir la garantie aux anciens d'un cadre de fin de vie qu'ils choisissent, accompagnée dans tous les cas de services à la personne sans logique de rentabilité.
- Gratuité des transports scolaires et politique de réductions des prix dans les selfs des collèges pour la majorité des foyers et mise en place d'un approvisionnement local.

- Nous refusons que le CG supprime les allocations familiales, comme l'a décidé l'UMP, pour les parents des enfants absents en raison d'absentéisme scolaire, sachant que ceci ne fera qu'accentuer les problèmes.
- Maintien de la taxe professionnelle, augmentation du fond d'aide aux jeunes, permettant la formation et l'emploi des 16-25 ans.
- Pousser à la création d'un Etablissement Public Foncier Régional réellement efficace associant les communes et les conseils généraux de Bretagne historique. Afin d'aider à la préemption contre la spéculation immobilière et de permettre la construction de logements (et le maintien d'activités agricoles) donnant à la majorité d'entre nous la capacité de se loger équitablement partout sur le territoire.
- Engager une politique contraignante vis à vis de l'augmentation des loyers en étudiant la mise en place d'une taxation des hausses de loyers excessives qui permettra le financement des fonds d'aide au logement.
- Création d'un office public régional du logement géré par l'ensemble des collectivités (lutte contre les déséquilibres démographiques, la gentrification et l'embourgeoisement des centres-villes et de certaines communes périphériques (Sautron, Vertou, Sucé/Erdre...) et côtières (La Baule, Pornichet, ... )
- Beaucoup de grands groupes profitent d'allègements de charge et même de subventions de la part du Conseil Général (comme Vivendi!), nous nous prononçons donc contre la cessation de celles-ci. L'arrêt des subventions aux entreprises ne respectant pas cette charte permettra la mise en place d'aide spécifique au problème du sous emploi des 16-25 ans
- Une politique salariale décente au Conseil Général: titularisation de tous et toutes les précaires, augmentation immédiate de tous les salaires (de 300 euros), embauche à la hauteur des besoins.
- Imposer le monopole public dans les champs de compétence du conseil général. Ceci passe par la dénonciation des délégations de service public et des concessions, notamment dans le cadre de l'action sociale départemental. Les salariés de ces entreprises pourraient choisir d'être intégrés dans le service public territorial.
- Aller plus loin dans la prise en compte de personnels handicapés et dans l'égalité homme-femme.
- Maintien des hôpitaux et des services hospitaliers menacés, création de maisons de naissances là où existe une demande.
- Un soutien accru aux associations s'occupant de l'aide et du maintien des personnes âgées à domicile.

## **2 – Aménagement et Transports**

- Refus du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, pour un plan de mise en liaison et de développement des transports ferroviaires, notamment vers les aéroports déjà existants.
- Étudier la possibilité d'une ligne directe et sans arrêt entre Châteaubriant et Nantes sur le projet de tram-train.
- Harmonisation des tarifs et des lignes de car entre les différents conseils généraux.

- Pour la création d'un marché de vente directe en Loire-Atlantique des produits halieutiques afin de maintenir l'activité de pêche dans nos ports tout en diminuant la nécessité de prélèvement des ressources.
- Aide au maintien et à l'installation d'activités agricoles, notamment en zone périurbaines et touristiques.
- Soutien à l'agriculture raisonnée et biologique.
- Arrêt des projets routiers favorisant la concentration urbaine autour de Nantes, développement du transport collectif et partagé.
- Il faut favoriser le développement de mini-stations d'épuration à l'échelle des hameaux plutôt que l'assainissement individuel en redéployant en ce sens la fiscalité sur l'assainissement et la taxe de dépollution.
- La mise en place de référendums locaux sur l'installation des équipements de production et de transports électriques, type THT, centrales électriques, tout comme sur les incinérateurs et les décharges.

### **3- EDUCATION, CULTURES ET LOISIRS**

- Suppression du financement public des établissements scolaires confessionnels.
- Embauche massive de personnels non-enseignants dans les collèges.
- Une protection accrue des espaces naturels, et le maintien des zones humides, imposer le respect de la loi littorale et le droits de circuler à pieds au bord des cours d'eau (loi de décembre 2006).
- Maintien des emplois et de la régie publique dans les établissements culturels et patrimoniaux.
- Les collectivités locales et territoriales doivent avoir une politique incitative en matière d'attribution de subventions aux associations s'engageant à utiliser des produits locaux dans leurs activités.
- Appui aux réseaux associatifs, sociaux et sportifs désirant se fédérer sur les cinq départements bretons plutôt que de subir le découpage territorial.

#### **Pour un soutien et un échanges entre les cultures minorisées d'ici et d'ailleurs :**

- Création d'un programme de découverte des différentes communautés représentées par les travailleurs immigrés de Loire-Atlantique afin d'instaurer un dialogue entre chaque composante de la population Bretonne et ce le plus tôt possible. Pour une visibilité des langues immigrées là où elles sont parlées (cours de langues dans les collèges par exemple). Les collectivités territoriales peuvent jouer un rôle important contre la xénophobie et l'impérialisme culturel en finançant de tels projets.
- Création d'un cours d'initiation à la langue et à l'histoire de Bretagne dans chaque collège du département et animé par du personnel rémunéré par nos collectivités.
- Le soutien à une politique cohérente prenant en compte la diversité linguistique du département (langue bretonne et gallo), aides aux filières bilingue et immersives et embauche de personnels.

- Ce qui passe par un soutien effectif pour développer l’enseignement en breton maternelle, primaire et secondaire, un soutien à l'embauche de personnels brittophones, création et maintien des filières bilingues et immersives là où elles existent.
- Favoriser les échanges (partenariats, jumelages, écoles) avec les nations sans Etat ou en lutte contre l’impérialisme et dans un esprit de solidarité internationaliste et de partage entre les peuples.
- Nous nous engageons à défendre l’accès à la culture sous toutes ses formes, particulièrement en milieu rural et dans les quartiers populaires en lien avec notre riche tissu associatif.
- Nous devons renouer avec la tradition d’auto-éducation du mouvement ouvrier de Bretagne qui a su mettre en place les premières bourses du travail (Nantes et Fougères). Cela passe par la prise en compte de la nouvelle donne syndicale (émergence des SUDs, SLB, CNT...) afin de confier aux syndicats la gestion et l’animation de nouvelles bourses du travail unitaires. Elles doivent remplir leur rôle initial : lieux de rencontre, de débat, d’éducation populaire, de solidarités construites à la base, de loisirs, d’activités sportives...
- Soutien aux structures autogérées par la jeunesse dans un cadre non institutionnel ou marchand.
- Nous pensons que les nouvelles technologies offrent des perspectives intéressantes pour que chacun puisse contribuer à la diversification du paysage télévisuel et radiophonique. Cela passe par le soutien aux télés et radios locales existantes, mais aussi par une éducation à l’image permettant à chaque territoire du département de donner la parole à ses habitants en brisant ainsi la dualité médias étatiques / médias privés et de construire une alternative concrète au manque de représentation de larges parties de la population dans les informations dites «régionales» tout en défendant, évidemment, la diversité linguistique. Rendons la parole au peuple !

## **Des candidatures pour changer nos institutions**

Nous avons aujourd'hui besoin d'institutions plus démocratiques. Un Conseil Général notamment en phase avec une concertation régulière des habitants et habitantes, des élus qui ne soient pas loin des préoccupations des salariés et précaires de l'ensemble du territoire. Cependant, la réforme territoriale du gouvernement UMP, nous imposera tout le contraire. Elle va aggraver les inégalités entre les grands centres urbains (Rennes, Nantes) et les espaces ruraux. Elle va accentuer la compétition entre les territoires et la concurrence entre les villes, accentuant les disparités, par la mise en place d’assemblées territoriales peu démocratiques au profit des métropoles.

Face à cela la gauche molle (PS, PC, PRG) n’a rien à proposer ! Elle s’oppose à la réforme dans les paroles mais est pour le maintien du statu quo institutionnel actuel qui ne garantit pas non plus une juste répartition des biens, des investissements, des services, des richesses ni un juste accès aux transports, à la culture, à l’emploi et à l’éducation. Pire ! Partout où elle est aux commandes (Nantes Métropole, Conseil Général, Conseil Régional...) elle participe au mouvement de gentrification (phénomène urbain d'embourgeoisement ) pour rendre l’axe interurbain Saint-Malo/Rennes/Nantes/St-Nazaire attractif et compétitif dans le cadre de l’économie de marché et de compétition entre territoires. Cela passe par un soutien au projet d’aéroport de Notre Dame des Landes, à divers projets de rénovation et d’opération bling-bling vidant les territoires périphériques de ressources potentielles. Ces projets, comme celui de l’aéroport se font souvent avec le soutien tacite, voire affichée, d'Europe Ecologie qui participe à la majorité régionale et départementale.

Cela aura comme effet de pousser les plus modestes d'entre nous (la majorité !) vers des zones oubliées de l'état et de ses services sans qu'aucune collectivité locale faute de moyen puisse compenser ces absences, cela à comme effet de vider les centre villes des revenus modestes, de faire monter le prix des loyers, de réduire le nombre de terres cultivables (car il faudra bien étendre les zones urbaines une fois que l'on aura virer les pauvres des centres-villes), de concentrer les équipements culturels de prestiges dans les centres villes, de construire une façade orientale de la Bretagne détenant tous les pouvoirs obligeant le centre et l'ouest de la péninsule à quémander des investissements.

De plus par son refus de rompre avec le système capitaliste en place, en acceptant le cadre de l'économie de marché, en défendant l'Europe libérale, voir pire, en ayant comme dirigeant, un des leurs à la tête du FMI (qui impose au tiers-monde, plutôt que d'annuler la dette, et à tous les peuples d'Europe une cure d'austérité sans précédant notamment en Grèce, au Portugal et en Irlande), le PS et ses alliés ne propose pas de véritable alternative. De ce point de vue, nous affirmons notre indépendance totale vis-à-vis des sociaux-libéraux, et nos élu(e)s ne peuvent faire partie d'une majorité avec ceux-ci.

*Nous affirmons que d'autres choix sociaux, économiques sont possibles. Nous affirmons aussi que le peuple et les travailleurs et travailleuses de Bretagne doivent pouvoir choisir, en se déterminant librement, un autre modèle institutionnel social et démocratique permettant d'imposer d'autres choix profitant à la majorité et non à une minorité privilégié. Affirmer, qu'une vraie gauche, radicale anticapitaliste véritablement socialiste existe et est capable de proposer de nouvelles institutions politiques*

